

1991, chapitre 109
**LOI MODIFIANT L'«ACTE POUR INCORPORER
LE STE MARGUERITE SALMON CLUB»**

Projet de loi 284

présenté par M. Ghislain Maltais, député de Saguenay

Présenté le 14 novembre 1991

Principe adopté le 5 décembre 1991

Adopté le 5 décembre 1991

Sanctionné le 12 décembre 1991

Entrée en vigueur: le 12 décembre 1991

Loi modifiée:

Acte pour incorporer le Ste Marguerite Salmon Club (1886, chapitre 70)





CHAPITRE 109

Loi modifiant l'«Acte pour incorporer le Ste Marguerite Salmon Club»

[Sanctionnée le 12 décembre 1991]

Préambule ATTENDU que la Corporation de pêche Ste-Marguerite Inc. a été constituée en corporation par le chapitre 70 des lois de 1886 sous le nom de Ste Marguerite Salmon Club;

Que son nom a, le 22 septembre 1977, été changé en celui de Club de pêche Sainte-Marguerite et le 29 mai 1990 en celui de Corporation de pêche Ste-Marguerite Inc.;

Que le 11 juillet 1950 des lettres patentes lui ont été accordées par le lieutenant-gouverneur subdivisant les 30 actions de 1 000 \$ de son capital-actions en 3 000 actions de 10 \$ chacune;

Que son capital-actions autorisé est maintenant de 30 000 \$ constitué de 3 000 actions de 10 \$ chacune dont 1 709 actions ont été émises;

Qu'elle a intérêt à ce que son acte constitutif soit modifié;

Que ses membres ont approuvé unanimement ces modifications;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1886, c. 70,
a. 2, remp.

1. L'Acte pour incorporer le Ste Marguerite Salmon Club (1886, chapitre 70) est modifié par le remplacement de l'article 2 par le suivant:

Pouvoirs de
la Corpora-
tion

«2. Les fins et les pouvoirs de la Corporation sont:

a) d'assumer des opérations de gestion de la pêche sur une partie de la rivière Ste-Marguerite, notamment au niveau de la protection et de l'utilisation de la faune et de son habitat;

b) de promouvoir la conservation et l'accroissement des saumons dans la rivière Ste-Marguerite et d'assurer une pêche agréable aux membres et à leurs invités ainsi que les services de logement et de nourriture. ».

1886, c. 70,
a. 5, remp.

2. L'article 5 de cette loi est remplacé par le suivant :

Propriété
et transfert
d'actions

« **5.** Les actions sont la propriété personnelle des membres et sont transférables seulement de la manière et sujet aux conditions et restrictions prescrites par les règlements ; mais aucune action ne peut être transportée avant d'avoir été entièrement payée et tant que tous les montants dus à la Corporation n'ont pas été acquittés ; et nulle action quoique transportée, ne confère au cessionnaire aucun droit ou privilège comme membre ni le droit de vote aux assemblées de la Corporation tant qu'il n'a pas été régulièrement élu membre.

Transfert
d'actions

Toute personne qui transfère toutes ses actions cesse d'être membre de la Corporation. ».

1886, c. 70,
a. 7, remp.

3. L'article 7 de cette loi est remplacé par le suivant :

Droit de
vote

« **7.** À toutes les assemblées de la Corporation chaque membre a droit à un vote pour chaque action détenue, et tous les votes peuvent être donnés personnellement ou par fondé de pouvoir. ».

1886, c. 70,
a. 9, remp.

4. L'article 9 de cette loi est remplacé par le suivant :

Conseil
d'adminis-
tration

« **9.** Les affaires de la Corporation sont administrées par un conseil d'administration composé de treize administrateurs qui doivent être membres de la Corporation. ».

1886, c. 70,
a. 10, mod.

5. L'article 10 de cette loi est modifié par le remplacement des premier et deuxième alinéas par ce qui suit :

Devoir des
administra-
teurs

« **10.** Les administrateurs élisent parmi eux un président, un secrétaire et un trésorier (ces trois dernières fonctions peuvent être cumulées par la même personne). Le conseil d'administration peut fixer, s'il y a lieu, la cotisation annuelle qui doit être payée par les membres de la Corporation. ».

Expressions
remplacées

6. Cette loi est modifiée en remplaçant respectivement les expressions « club », « bureau » et « directeurs » par les expressions

« corporation », « conseil d'administration » et « administrateurs » partout où elles se trouvent.

Entrée en
vigueur

7. La présente loi entre en vigueur le 12 décembre 1991.